

48/2023 - 21 avril 2023

Quatrième trimestre 2022

La dette publique en baisse à 91,6% du PIB dans la zone euro

En baisse à 84,0% du PIB dans l'UE

À la fin du quatrième trimestre 2022, le ratio de la dette brute des administrations publiques par rapport au PIB dans la **zone euro** s'est établi à 91,6% contre 93,0% à la fin du troisième trimestre 2022. Dans l'**UE**, le ratio a également diminué, passant de 85,1% à 84,0%. Tant pour la **zone euro (ZE19)** que pour l'**UE**, la baisse dans le ratio de la dette publique par rapport au PIB est due à la croissance du PIB qui prévaut sur l'augmentation de la dette publique en termes absolus. Par rapport au quatrième trimestre 2021, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a également diminué tant dans la **zone euro** (de 95,5% à 91,6%) que dans l'**UE** (de 88,0% à 84,0%).

À la fin du quatrième trimestre 2022, les titres de créances représentaient 82,5% de la dette des administrations publiques de la **zone euro** et 81,9% de celle de l'**UE**. Les crédits constituaient respectivement 14,5% et 15,1%, et le numéraire et les dépôts 3,0% et 2,9% de la dette publique de la **zone euro** et celle de l'**UE respectivement**. En raison de l'implication des gouvernements de l'UE dans les prêts accordés à certains États membres, des données trimestrielles sur les prêts intergouvernementaux sont également publiées. À la fin du quatrième trimestre 2022, la part des prêts intergouvernementaux en pourcentage du PIB représentait 1,6% dans la **zone euro** et 1,4% dans l'**UE**.

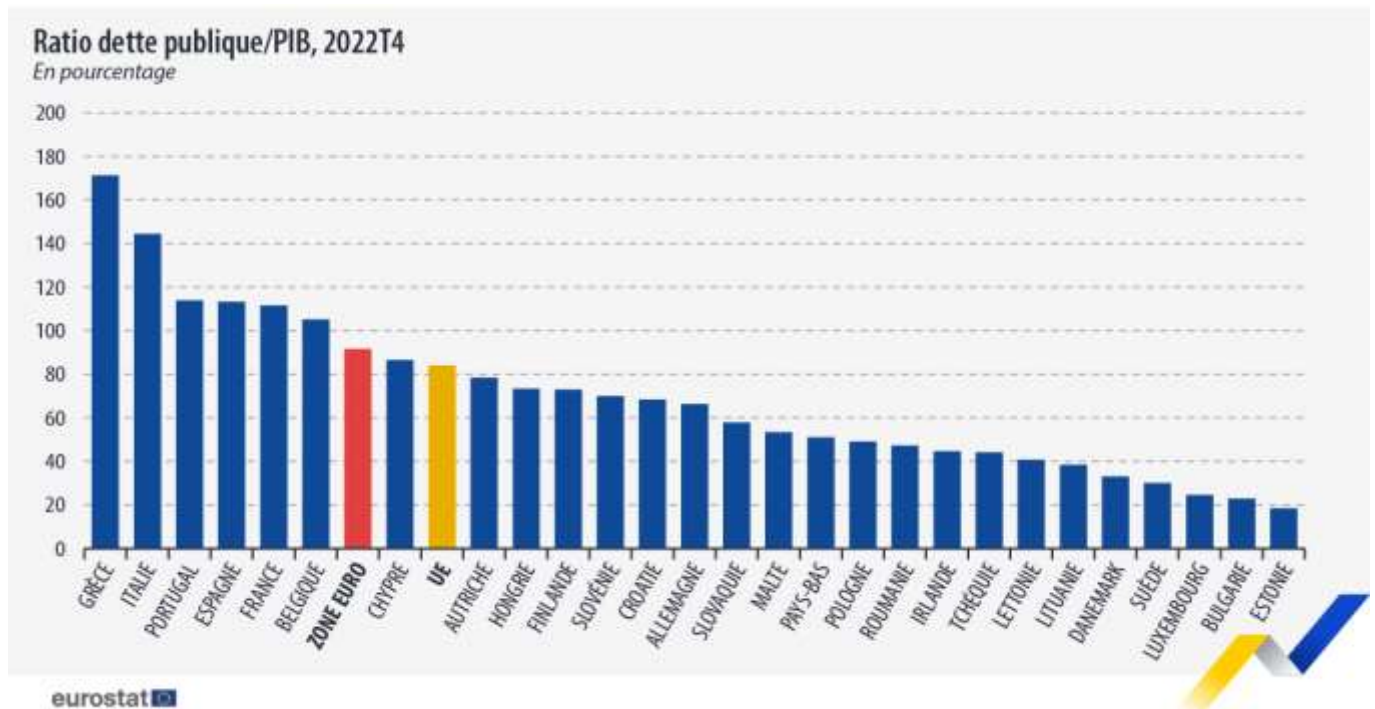
Ces chiffres sont publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**.

		2021T4	2022T3	2022T4
Zone euro 19				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 11 768 141	12 174 543	12 214 492
		(% du PIB) 95,5	93,0	91,6
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 368 391	380 485	364 166
		(% de la dette totale) 3,1	3,1	3,0
	Titres de créances	(millions euros) 9 691 610	10 022 189	10 082 887
		(% de la dette totale) 82,4	82,3	82,5
	Crédits	(millions euros) 1 708 141	1 771 868	1 767 439
		(% de la dette totale) 14,5	14,6	14,5
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 224 801	222 791	219 492
		(% du PIB) 1,8	1,7	1,6
Zone euro 20				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 11 813 882	12 220 280	12 260 559
		(% du PIB) 95,4	92,9	91,5
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 368 437	380 533	364 213
		(% de la dette totale) 3,1	3,1	3,0
	Titres de créances	(millions euros) 9 723 714	10 054 342	10 114 718
		(% de la dette totale) 82,3	82,3	82,5
	Crédits	(millions euros) 1 721 731	1 785 405	1 781 628
		(% de la dette totale) 14,6	14,6	14,5
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 224 801	222 791	219 492
		(% du PIB) 1,8	1,7	1,6
UE				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 12 790 561	13 204 836	13 272 709
		(% du PIB) 88,0	85,1	84,0
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 388 267	407 717	389 477
		(% de la dette totale) 3,0	3,1	2,9
	Titres de créances	(millions euros) 10 485 221	10 797 335	10 875 532
		(% de la dette totale) 82,0	81,8	81,9
	Crédits	(millions euros) 1 917 074	1 999 783	2 007 700
		(% de la dette totale) 15,0	15,1	15,1
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 224 801	222 791	219 492
		(% du PIB) 1,5	1,4	1,4

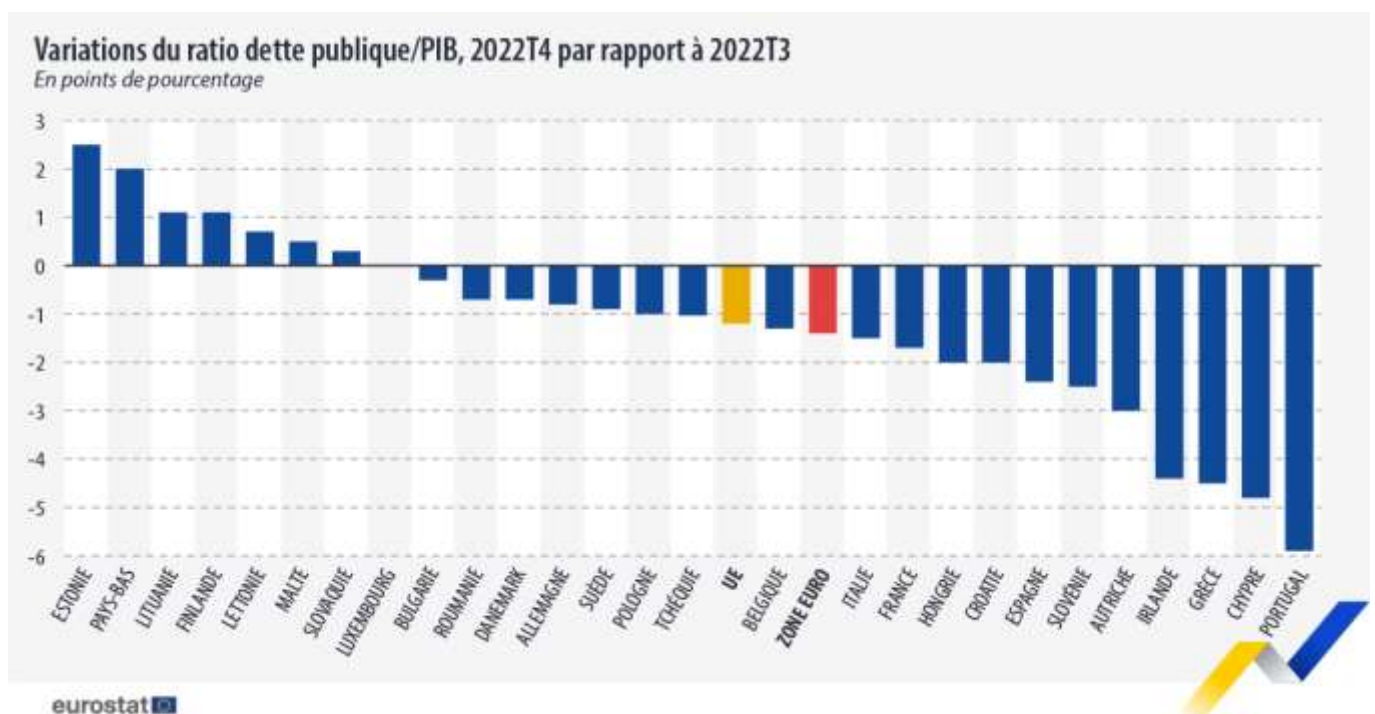
Possibles écarts dus aux arrondis

Dette publique par État membre à la fin du quatrième trimestre 2022

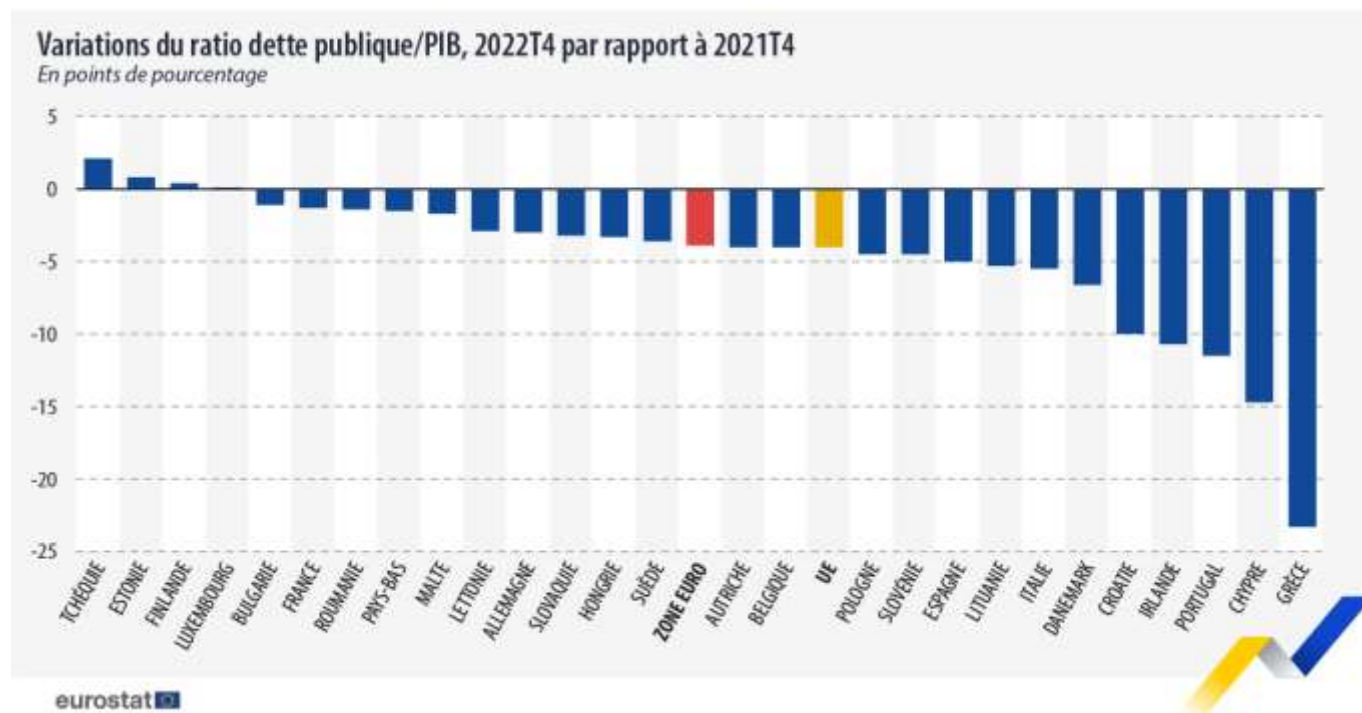
Les ratios les plus élevés de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2022 ont été enregistrés en **Grèce** (171,3%), en **Italie** (144,4%), au **Portugal** (113,9%), en **Espagne** (113,2%), en **France** (111,6%) et en **Belgique** (105,1%), et les plus faibles en **Estonie** (18,4%), en **Bulgarie** (22,9%) et au **Luxembourg** (24,6%).



Par rapport au troisième trimestre 2022, sept États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2022 et dix-neuf autres ont affiché une baisse, tandis que le ratio est resté stable au **Luxembourg**. Les plus fortes hausses du ratio ont été observées en **Estonie** (+2,5 points de pourcentage – pp), aux **Pays-Bas** (+2,0 pp), en **Lituanie** et en **Finlande** (+1,1 pp chacune), tandis que les baisses les plus fortes ont été enregistrées au **Portugal** (-5,9 pp), à **Chypre** (-4,8 pp), en **Grèce** (-4,5 pp), en **Irlande** (-4,4 pp) et en **Autriche** (-3,0 pp).



Par rapport au quatrième trimestre 2021, quatre États membres ont enregistré une hausse et vingt-trois États membres ont enregistré une baisse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2022. Des hausses ont été observées en **Tchéquie** (+2,1 pp), en **Estonie** (+0,8 pp), en **Finlande** (+0,4 pp) et au **Luxembourg** (+0,1 pp), tandis que les diminutions les plus fortes ont été enregistrées en **Grèce** (-23,3 pp), à **Chypre** (-14,7 pp), au **Portugal** (-11,5 pp), en **Irlande** (-10,7 pp), en **Croatie** (-10,0 pp), au **Danemark** (-6,6 pp), en **Italie** (-5,5 pp), en **Lituanie** (-5,3 pp) et en **Espagne** (-5,0 pp).



Informations géographiques

Jusqu'au 31 décembre 2022, la **zone euro (ZE19)** comprenait la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Finlande. À compter du 1^{er} janvier 2023, la **zone euro (ZE20)** inclut également la Croatie.

L'**Union européenne (UE27)** comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande et la Suède.

Les séries de données agrégées commentées dans ce communiqué de presse se réfèrent à la composition officielle de la zone euro à la fin du trimestre le plus récent pour lequel les données sont disponibles. Ainsi, dans les communiqués de presse comportant des données jusqu'au quatrième trimestre 2022, les commentaires portent sur les séries ZE19, tandis que dans les communiqués incluant des données à compter du premier trimestre 2023, les commentaires porteront sur les séries ZE20.

Méthodes et définitions

Les données trimestrielles sur la dette publique sont collectées par les États membres, conformément au système européen des comptes nationaux (SEC 2010) - voir annexe B, programme de transmission SEC 2010 - et se réfèrent à la définition de la dette Maastricht utilisée dans le cadre de la procédure de déficit excessif (PDE). Les données annuelles relatives à la PDE, publiées pour la dernière fois en avril 2023, sont l'objet d'une vérification approfondie de la part d'Eurostat.

La **dette des administrations publiques** est définie comme la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en cours à la fin du trimestre (à la valeur faciale). La dette des administrations publiques se compose du passif des administrations publiques pour les catégories suivantes: numéraire et dépôts (AF.2), titres de créances (AF.3) et crédits (AF.4), tels que définis dans le SEC 2010.

Pour chaque trimestre, le **ratio de la dette publique par rapport au PIB** est calculé en utilisant la somme des PIB des quatre derniers trimestres. Les données trimestrielles sur le PIB sont les plus récentes fournies par les États membres de l'UE. Alors que les données trimestrielles de la dette sont cohérentes avec les données annuelles dans les publications coïncidentes, des différences se produisent entre les données trimestrielles et annuelles, des différences se produisent entre les données trimestrielles et annuelles du PIB. Pour ce communiqué de presse, les PIB trimestriels pour les agrégats de l'UE et de la zone euro, la France et la Slovaquie ont été ajustés au PIB annuel transmis dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs.

Afin de consolider de façon appropriée la dette publique et pour fournir ces informations aux utilisateurs, Eurostat publie des données sur les **prêts accordés par les administrations publiques entre elles**. Les concepts et définitions sont basés sur le SEC 2010 et sur les règles relatives aux statistiques de la PDE. Les données concernent les stocks de prêts relatifs à des créances sur d'autres États membres de l'UE, y compris les prêts accordés par le biais du Fonds européen de stabilité financière

(FESF). La valorisation est le stock de prêts à la valeur faciale en cours à la fin de chaque trimestre. Depuis le premier trimestre 2011, les chiffres des prêts intergouvernementaux se rapportent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal. Ils comprennent les prêts accordés par le FESF.

Pour les données d'encours, telles que la dette publique, les taux de change en fin de période sont utilisés pour la compilation des agrégats UE. Pour les données de flux, comme le PIB, les taux de change moyens sont utilisés. L'agrégat UE, libellé en euros, est susceptible de fluctuer en raison des mouvements de taux de change entre l'euro et les autres devises de l'UE.

Plus d'informations

Article « [Statistics Explained](#) » d'Eurostat sur les comptes trimestriels des administrations publiques

[Base de données](#) d'Eurostat sur les données trimestrielles de la dette publique des États membres

[Décision d'Eurostat concernant la Facilité Européenne de Stabilisation Financière \(FESF\)](#)

Des données supplémentaires sont disponibles dans la « [Présentation des statistiques intégrées des finances publiques](#) »

SEC 2010: [Règlement \(UE\) 549/2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union Européenne](#)

Dernier [communiqué de presse](#) sur la dette et le déficit publics

Eurostat, [Dashboard Euro-Indicateurs](#)

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat

[Code de bonnes pratiques](#) de la statistique Européenne

Plus d'informations sur les données:

Mihail ANDREEV

Kornelia BEZHANOVA

Monika GAPINSKA

Yordan YORDANOV

Leonor ZUBIMENDI TORAN

Laura WAHRIG

Tél: +352-4301-37 687

estat-gov-debt@ec.europa.eu

 **Demandes média:** eurostat-mediasupport@ec.europa.eu / Tél: +352-4301-33 408

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)  [@EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)  [@EU_Eurostat](https://www.instagram.com/EU_Eurostat)  [@Eurostat](https://www.linkedin.com/company/Eurostat)  [ec.europa.eu/eurostat](https://www.ec.europa.eu/eurostat)

Dette des administrations publiques par État membre

		Dette brute des administrations publiques								Composantes de la dette publique, en % du PIB			Prêts intergouvernementaux
		Millions de monnaie nationale			% du PIB			Variation en pp du PIB, 2022T4 par rapport à:		Numéraire et dépôts	Titres de créances	Prêts	% du PIB
		2021T4	2022T3	2022T4	2021T4	2022T3	2022T4	2021T4	2022T3	2022T4	2022T4	2022T4	2022T4
Zone euro 19	EUR	11 768 141	12 174 543	12 214 492	95,5	93,0	91,6	-3,9	-1,4	2,7	75,6	13,3	1,6
Zone euro 20	EUR	11 813 882	12 220 280	12 260 559	95,4	92,9	91,5	-4,0	-1,4	2,7	75,5	13,3	1,6
UE	EUR	12 790 561	13 204 836	13 272 709	88,0	85,1	84,0	-4,0	-1,2	2,5	68,8	12,7	1,4
Belgique	EUR	548 447	574 434	577 640	109,1	106,5	105,1	-4,0	-1,3	0,3	89,3	15,6	1,5
Bulgarie	BGN	33 275	36 591	37 848	23,9	23,1	22,9	-1,1	-0,3	-	18,2	4,7	0,0
Tchéquie	CZK	2 566 731	2 983 285	2 997 083	42,0	45,1	44,1	2,1	-1,0	0,3	38,2	5,6	0,0
Danemark	DKK	918 824	845 569	841 664	36,7	30,8	30,1	-6,6	-0,7	0,7	22,7	6,7	0,0
Allemagne	EUR	2 494 587	2 551 520	2 563 081	69,3	67,0	66,3	-3,0	-0,8	0,4	50,9	14,9	1,6
Estonie	EUR	5 534	5 586	6 656	17,6	15,9	18,4	0,8	2,5	0,3	8,1	10,0	1,2
Irlande	EUR	236 117	236 292	224 755	55,4	49,1	44,7	-10,7	-4,4	5,1	29,8	9,8	0,1
Grèce	EUR	353 489	357 476	356 256	194,6	175,8	171,3	-23,3	-4,5	3,5	40,9	126,9	0,0
Espagne	EUR	1 427 238	1 503 760	1 502 543	118,3	115,6	113,2	-5,0	-2,4	0,4	99,1	13,7	2,1
France	EUR	2 823 692	2 958 594	2 950 049	112,9	113,3	111,6	-1,3	-1,7	1,6	98,6	11,3	1,8
Croatie	EUR*	45 628	45 676	46 081	78,4	70,4	68,4	-10,0	-2,0	0,1	47,2	21,1	0,0
Italie	EUR	2 679 607	2 739 148	2 756 969	149,9	145,9	144,4	-5,5	-1,5	11,4	119,4	13,6	2,2
Chypre	EUR	24 311	24 030	23 371	101,2	91,3	86,5	-14,7	-4,8	0,6	54,0	32,0	1,2
Lettonie	EUR	14 688	15 083	15 947	43,7	40,1	40,8	-2,9	0,7	0,6	34,5	5,7	0,0
Lituanie	EUR	24 535	24 036	25 672	43,7	37,3	38,4	-5,3	1,1	0,0	31,4	7,0	0,0
Luxembourg	EUR	17 733	19 176	19 223	24,5	24,6	24,6	0,1	0,0	0,4	20,1	4,1	0,8
Hongrie	HUF	42 320 502	47 859 299	48 837 129	76,6	75,3	73,3	-3,3	-2,0	0,7	63,2	9,4	0,0
Malte	EUR	8 264	8 695	9 003	55,1	52,9	53,4	-1,7	0,5	2,8	45,4	5,1	1,3
Pays-Bas	EUR	449 026	450 466	480 065	52,5	49,1	51,0	-1,5	2,0	0,2	43,4	7,4	1,4
Autriche	EUR	334 346	355 911	350 770	82,3	81,3	78,4	-4,0	-3,0	0,4	68,5	9,5	1,5
Pologne	PLN	1 410 500	1 479 605	1 512 227	53,6	50,1	49,1	-4,5	-1,0	0,3	36,7	12,1	0,0
Portugal	EUR	269 248	279 894	272 586	125,4	119,9	113,9	-11,5	-5,9	16,6	67,8	29,5	0,4
Roumanie	RON	577 522	647 740	666 609	48,6	47,9	47,3	-1,4	-0,7	1,1	38,0	8,2	0,0
Slovénie	EUR	38 879	41 754	41 244	74,5	72,4	69,9	-4,5	-2,5	0,4	60,9	8,7	1,9
Slovaquie	EUR	61 237	61 677	63 379	61,0	57,5	57,8	-3,2	0,3	0,2	50,0	7,6	1,7
Finlande	EUR	181 948	189 786	194 758	72,6	72,0	73,0	0,4	1,1	0,4	53,6	19,0	1,6
Suède	SEK	1 995 769	1 975 021	1 954 922	36,5	33,8	33,0	-3,6	-0,9	2,9	18,4	11,7	0,0
Norvège	NOK	1 788 884	1 908 930	2 083 195	42,5	35,2	37,4	-5,1	2,2	-	13,3	24,1	-

- Ne s'applique pas Possibles écarts dues aux arrondis * euro-fixe pour les périodes allant jusqu'au quatrième trimestre 2022, c.à.d. HRK divisé par le taux de change irrévocable.

Données sources: gov_10q_ggdebt